

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 2295

[C — 27456]

**4 MAI 1995. — Décret modifiant les articles 79 à 93  
du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine  
relatif à la rénovation des sites wallons d'activité économique désaffectés (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** A l'article 79 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, modifié par le décret du 22 janvier 1987, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, 1°, les termes "au bon aménagement du territoire" sont remplacés par les termes "au bon aménagement des lieux";

2° le 2° est remplacé par le texte suivant :

"2° "Assainissement" : ensemble des travaux nécessaires à la suppression des causes empêchant la réutilisation d'un site ou constituant une nuisance en ce qui concerne la bonne intégration de ce site à l'environnement bâti ou non bâti;"

3° il est ajouté un 3° rédigé comme suit :

"3° "Rénovation" : ensemble des travaux de consolidation de la structure portante ainsi que de mise hors-eau d'un bâtiment."

**Art. 2.** A l'article 80 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, le terme "rénové" est remplacé par les termes "assaini ou rénové";

2° à la fin du § 2, il est ajouté le texte suivant : " ; il est transcrit sur le registre de la conservation des hypothèques.";

3° le § 4 est remplacé par le texte suivant :

"§ 4. A l'expiration de ce délai, le Gouvernement arrête définitivement le périmètre du site désaffecté et décide son assainissement ou sa rénovation. Cet arrêté se substitue à l'arrêté visé au § 1er. Le Gouvernement fixe également la destination du site par arrêté pris concomitamment ou ultérieurement."

**Art. 3.** A l'article 81, du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est remplacé par le texte suivant :

"§ 1er. Copie de l'arrêté visé à l'article 80, § 4, est notifiée, par lettre recommandée à la poste, au propriétaire ainsi qu'à toute personne titulaire d'une inscription hypothécaire grevant un immeuble compris dans le site. Il est transcrit sur le registre de la conservation des hypothèques. Cette transcription se substitue à celle visée à l'article 80, § 2;"

2° le § 2 est remplacé par le texte suivant :

"§ 2. Lors de la notification prévue au § 1er, le propriétaire est invité à proposer un programme et un calendrier des travaux qu'il envisage d'exécuter en vue de l'assainissement ou de la rénovation de son bien. Si les propriétés comprises dans le site appartiennent à plusieurs personnes, celles-ci peuvent être invitées à présenter un programme et un calendrier portant sur l'ensemble des propriétés;"

3° au § 3, il est ajouté le texte suivant :

"Lorsque c'est lui qui a pris l'initiative de la procédure prévue à l'article 80, § 1er, il peut joindre à ses propositions un programme de travaux."

**Art. 4.** L'article 83, 4°, du même Code, modifié par le décret du 22 janvier 1987, est remplacé par le texte suivant :

"4° il y a arrêt des travaux durant une période de plus de trois mois qui ne peut être justifiée par la force majeure."

**Art. 5.** A l'article 84, § 1er, du même Code, modifié par le décret du 22 janvier 1987, entre les termes "requête" et "le président du tribunal", il est ajouté les termes "du Ministre".

**Art. 6.** L'article 85, § 3, du même Code est remplacé par le texte suivant :

"§ 3. S'il n'y a pas d'acquéreur, une autre vente sera organisée. Si l'acquéreur ne respecte pas les obligations imposées, il sera procédé à nouveau conformément à l'article 84."

**Art. 7.** L'article 88, alinéa 2, du même Code est abrogé.

**Art. 8.** L'article 89 du même Code, modifié par le décret du 22 janvier 1987, est remplacé par le texte suivant :

"Art. 89. Pour les opérations faisant ou ayant fait l'objet d'une aide financière engagée avant la date du ..., une personne morale de droit public propriétaire d'un site assaini avec l'aide financière de la Région en application de l'article 92 peut, moyennant l'accord du Gouvernement, aliéner tout ou partie du site, consentir sur lui des droits de superficie ou d'emphytéose ou le louer.

Les recettes provenant des conventions conclues conformément à l'alinéa 1er sont versées, au prorata de l'aide financière octroyée par la Région, au Fonds de rénovation des sites wallons visé à l'article 91.

Toutefois, avec l'autorisation du Gouvernement, elles pourront être affectées à la poursuite de l'opération d'assainissement en cours, à défaut à la poursuite d'une autre opération en cours, à défaut encore à une opération d'assainissement à créer."

**Art. 9.** A l'article 90 du même Code, modifié par le décret du 22 janvier 1987, il est ajouté un 4° rédigé comme suit :

"4° pénétrer sur le site en vue de procéder, ou de faire procéder, aux prélèvements ou analyses des sols en vue de déceler ou de mesurer leur éventuelle contamination."

**Art. 10.** A l'article 91 du même Code, entre les termes "il est créé" et "un Fonds de rénovation des sites wallons", il est ajouté les termes " , au sein du budget de la Région wallonne,".

(1) Session 1994-1995

Documents du Conseil, 343 (1994-1995) n° 1.

Compte rendu intégral. Séance publique du 5 avril 1995. Rapport oral. Discussion - Vote.

**Art. 11.** A l'article 92 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "dont ils sont propriétaires ou sur lesquels ils sont titulaires d'un autre droit réel" sont insérés entre les mots "site" et "peuvent";

2° les mots "d'une aide financière" sont remplacés par les mots "d'une subvention".

**Art. 12.** L'article 93, § 1er, du même Code, modifié par le décret du 22 janvier 1987, est complété par l'alinéa suivant :

"Lorsque le Gouvernement a autorisé l'aliénation ou la constitution de droits réels, ou lorsque son autorisation est réputée favorable, le nouveau titulaire de droits réels est tenu des mêmes obligations que l'ancien."

**Art. 13.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,  
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,  
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,  
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,  
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 – 2295

[C – 27456]

**4 MAI 1995. – Dekret zur Abänderung der Artikel 79 bis 93 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe bezüglich der Neugestaltung von den wallonischen stillgelegten Gewerbebetriebsgeländen (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1.** In Artikel 79 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, in seiner durch das Dekret vom 22. Januar 1987 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 1° wird der Wortlaut "den Grundsätzen einer zweckmäßigen Raumordnung" durch den Wortlaut "der harmonischen Gestaltung der Ortsverhältnisse" ersetzt;

2° Nummer 2° wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"2° "Sanierung": die sämtlichen Arbeiten, die notwendig sind, damit die Ursachen, die die Wiederverwendung eines Betriebsgeländes verhindern oder eine Belastung hinsichtlich der harmonischen Eingliederung dieses Geländes in die bebaute bzw. nicht bebauten Umgebung bilden, aufgehoben werden;";

3° es wird eine Nummer 3° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"3° "Renovierung": die sämtlichen Arbeiten zur Festigung der tragenden Struktur sowie zur Trockenlegung eines Gebäudes.".

**Art. 2.** In Artikel 80 desselben Gesetzbuches werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Wortlaut "neugestaltet" durch den Wortlaut "saniert oder renoviert" ersetzt;

2° am Ende von § 2 wird der folgende Wortlaut hinzugefügt: "er wird in das Hypothekenregister überschrieben.";

3° § 4 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 4. Nach Ablauf dieser Frist legt die Regierung endgültig die Grenzen des stillgelegten Betriebsgeländes fest und erläßt seine Sanierung oder seine Renovierung. Dieser Erlaß ersetzt den in § 1 erwähnten Erlaß. Die Regierung bestimmt ebenfalls die Zweckbestimmung des Geländes durch einen gleichzeitig oder später verabschiedeten Erlaß".

**Art. 3.** In Artikel 81 desselben Gesetzbuches werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 1. Eine Abschrift des in Artikel 80 § 4 erwähnten Erlasses wird per Einschreiben dem Eigentümer zugestellt sowie jeglichem Inhaber einer Hypothekeneintragung, die ein in dem Betriebsgelände befindliches unbewegliches Gut belastet. Dieser Erlaß wird in das Hypothekenregister überschrieben. Diese Überschrift ersetzt die in Artikel 80 § 2 erwähnte Überschrift.";

(1) Sitzungsperiode 1994-1995

Dokumente des Rates 343 (1994-1995) Nr. 1.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. Öffentliche Sitzung vom 5. April 1995. Mündlicher Bericht. Diskussion - Abstimmung.

2° § 2 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 2. Bei der in § 1 vorgesehenen Bekanntgabe wird der Eigentümer ersucht, ein Programm und einen Zeitplan der Arbeiten vorzuschlagen, die er zwecks der Sanierung oder der Renovierung seines Gutes ausführen will. Gehören die im Betriebsgelände liegenden Besitztümer mehreren Personen, so können diese Personen ersucht werden, ein Programm und einen Zeitplan für die Gesamtheit der Besitztümer vorzulegen."

3° in § 3 wird der folgende Wortlaut hinzugefügt:

"Wenn der Eigentümer auf eigene Initiative das in Artikel 80 § 1 erwähnte Verfahren eingeleitet hat, so kann er seinen Vorschlägen ein Programm der Arbeiten beifügen."

Art. 4. Artikel 83 4° desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 22. Januar 1987 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"4° die Arbeiten während eines Zeitraums, der drei Monate überschreitet, stillgelegt werden, ohne daß diese Stilllegung durch höhere Gewalt begründet werden kann".

Art. 5. In Artikel 84 § 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 22. Januar 1987 abgeänderten Fassung, werden zwischen den Wörtern "Ansuchen" und "erteilt" die Wörter "des Ministers" hinzugefügt.

Art. 6. Artikel 85 § 3 desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt.

"§ 3. Gibt es keinen Käufer, so wird ein anderer Verkauf organisiert. Beachtet der Erwerber die auferlegten Verpflichtungen nicht, so wird nach Artikel 84 wieder verfahren."

Art. 7. Artikel 88 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 8. Artikel 89 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 22. Januar 1987 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 89. Für die Verfahren, die Gegenstand einer vor dem .... als Verpflichtung eingetragenen finanziellen Beihilfe sind bzw. gewesen sind, darf eine öffentlichrechtliche Person, Eigentümerin eines gemäß Artikel 92 mit der finanziellen Hilfe der Region renovierten Betriebsgeländes, mit dem Einverständnis der Regierung das gesamte Betriebsgelände oder Teile davon veräußern, auf ihm Erbpacht- oder Erbbaurechte abtreten oder es vermieten.

Die Einnahmen, die sich aus den gemäß Absatz 1 abgeschlossenen Abkommen ergeben, werden im Verhältnis zu der durch die Region gewährten finanziellen Beihilfe dem in Artikel 91 erwähnten Fonds für die Renovierung der Wallonischen Betriebsgelände zugeführt. Mit der Genehmigung der Regierung dürfen diese jedoch für die Weiterführung der laufenden Renovierungsmaßnahme, oder in Ermangelung solcher, für die Weiterführung einer anderen laufenden Renovierungsmaßnahme, oder aber in Ermangelung einer solchen, schließlich einer zu schaffenden Renovierungsmaßnahme bestimmt werden."

Art. 9. In Artikel 90 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 22. Januar 1987 abgeänderten Fassung, wird eine Nummer 4° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"4° das Gelände betreten, um Probeentnahmen und Analysen des Bodens zwecks Feststellung oder Abschätzung seiner eventuellen Verseuchung vorzunehmen bzw. vornehmen zu lassen."

Art. 10. In Artikel 91 desselben Gesetzbuches werden zwischen den Wörtern "Es wird" und "ein Fonds für die Renovierung des Wallonischen Betriebsgeländes" die Wörter "im Haushaltsplan der Wallonischen Region" hinzugefügt.

Art. 11. In Artikel 92 desselben Gesetzbuches werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut ", dessen Eigentümer sie sind oder auf dem sie ein anderes Sachenrecht innehaben," wird zwischen den Wörtern "Betriebsgeländes" und "Arbeiten ausführen" eingefügt;

2° die Wörter "einer finanziellen Unterstützung" werden durch die Wörter "eines Zuschusses" ersetzt.

Art. 12. Artikel 93 § 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 22. Januar 1987 abgeänderten Fassung, wird mit dem folgenden Absatz ergänzt:

"Wenn die Regierung die Veräußerung oder die Bestellung von Sachenrechten erlaubt hat, oder wenn ihre Genehmigung als günstig gilt, so ist der neue Inhaber von Sachenrechten durch dieselben Verpflichtungen wie der ehemalige Inhaber gebunden."

Art. 13. Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 4. Mai 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,  
der Beschäftigung und der Berufsbildung,  
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,  
B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,  
A. BAUDSON

Der Minister der öffentlichen Arbeiten,  
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 95 -- 2295

[C - 27456]

**4 MEI 1995. - Decreet houdende wijziging van de artikelen 79 tot 93 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium betreffende de vernieuwing van de afgedankte Waalse bedrijfsruimten (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 79 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium, gewijzigd bij decreet van 22 januari 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 1°, worden de woorden «van een goede ruimtelijke ordening» vervangen door de woorden «van een harmonische plaatsinrichting»;

2° punt 2° wordt vervangen door de volgende tekst :

«2° «Sanering» : alle werken voor de bestrijding van de oorzaken die het hergebruik van een bedrijfsruimte in de weg staan of een hinder vormen voor de harmonische integratie ervan in de bebouwde of onbebouwde omgeving.»;

3° er wordt een als volgt luidend nummer 3° ingevoegd :

«3° «Vernieuwing» : alle werken voor de versterking van de draagstructuur en de drooglegging van een gebouw.»

**Art. 2.** In artikel 80 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt het woord «vernieuwd» door de woorden «gesaneerd of vernieuwd» vervangen;

2° aan het einde van § 2 wordt de volgende zin toegevoegd : «; het wordt in het register van de hypotheekbewaarder overgeschreven.»;

3° § 4 wordt vervangen door de volgende tekst :

«§ 4. Na het verstrijken van deze termijn bepaalt de Regering de omtrek van de afgedankte bedrijfsruimte definitief en beslist ze dat ze gesaneerd of vernieuwd moet worden. Dit besluit vervangt het in § 1 bedoelde besluit. Bij een besluit dat tegelijkertijd of later wordt genomen stelt de Regering tevens de bestemming van de bedrijfsruimte vast.»

**Art. 3.** In artikel 81 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende tekst :

«§ 1. Een afschrift van het in artikel 80, § 4, bedoelde besluit wordt bij aangetekende brief aan de eigenaar gezonden alsmede aan elke houder van een hypothecaire inschrijving op een onroerend goed dat tot de bedrijfsruimte behoort. Het wordt in het register van de hypotheekbewaarder overgeschreven. Deze overschrijving vervangt degene bedoeld in artikel 80, § 2.»;

2° § 2 wordt vervangen door de volgende tekst :

«§ 2. Bij de in § 1 bedoelde kennisgeving wordt de eigenaar verzocht om een programma en een tijdschema van de werken vast te stellen die hij van plan is uit te voeren met het oog op de sanering of de vernieuwing van zijn goed. Indien de in de bedrijfsruimte begrepen eigendommen toebehoren aan verscheidene personen, kunnen de betrokkenen verzocht worden om een programma en een tijdschema voor de gezamenlijke eigendommen voor te leggen.»;

3° in § 3 wordt de volgende tekst toegevoegd :

«Wanneer de eigenaar op eigen initiatief voor de in artikel 80, § 1, bedoelde procedure kiest, kan hij een programma van werken bij zijn voorstellen voegen.»

**Art. 4.** Artikel 83, 4°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij decreet van 22 januari 1987, wordt vervangen door de volgende tekst :

«4° de werken worden stopgezet tijdens een periode van meer dan drie maanden, zonder dat deze stopzetting door overmacht kan worden gewettigd.»

**Art. 5.** In artikel 84, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij decreet van 22 januari 1987, worden tussen de woorden «verzoekschrift» en «verleent» de woorden «van de Minister» ingevoegd.

**Art. 6.** Artikel 85, § 3, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende tekst :

«§ 3. Indien er geen koper is, zal een andere verkoop plaatsvinden. Indien de koper de opgelegde verplichtingen niet nakomt, zal opnieuw worden gehandeld overeenkomstig artikel 84.»

**Art. 7.** Artikel 88, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 8.** Artikel 89 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij decreet van 22 januari 1987, wordt vervangen door de volgende tekst :

«Art. 89. Voor de handelingen die het voorwerp uitmaken of hebben uitgemaakt van een vóór ... verleende financiële hulp kan een publiekrechtelijke rechtspersoon die eigenaar is van een krachtens artikel 92 met de financiële hulp van het Waalse Gewest gesaneerde bedrijfsruimte, mits toestemming van de Regering, de bedrijfsruimte geheel of gedeeltelijk vervreemden en er rechten van oppervlakte of erfpacht op afstaan, of ze verhuren.

De ontvangsten die voortkomen uit de krachtens het eerste lid gesloten overeenkomsten, worden op het in artikel 91 bedoelde Fonds voor de vernieuwing van de bedrijfsruimten in Wallonië gestort naar verhouding van de financiële hulp van het Waalse Gewest. Nochtans kunnen ze met de toestemming van de Regering aangewend worden voor de voortzetting van de aan de gang zijnde saneringshandeling of, bij gebreke hiervan, voor de voortzetting van een andere aan de gang zijnde handeling of, bij gebreke hiervan, voor een nog te verrichten saneringshandeling.»

**Art. 9.** In artikel 90 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij decreet van 22 januari 1987, wordt een als volgt luidend nummer 4° ingevoegd :

«4° de bedrijfsruimte te betreden om monsternemingen of bodemanalyses te verrichten of te laten verrichten ten einde de eventuele verontreiniging ervan te ontdekken of te meten.»

**Art. 10.** In artikel 91 van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden «een Fonds voor de vernieuwing van de bedrijfsruimten in Wallonië» en «ingesteld» de woorden «binnen de begroting van het Waalse Gewest» ingevoegd.

**Art. 11.** In artikel 92 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden «waarvan ze eigenaar zijn of waarop ze een ander zakelijk recht hebben» worden tussen de woorden «bedrijfsruimte» en «kunnen» ingevoegd;

2° de woorden «voor financiële steun» worden vervangen door de woorden «voor een subsidie».

(1) Zitting 1994-1995

Stukken van de Raad, 343 (1994-1995) Nr. 1.

Volledig verslag. Openbare vergadering van 5 april 1995. Mondeling verslag. Bespreking - Stemming.

**Art. 12.** Artikel 93, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij decreet van 22 januari 1987, wordt aangevuld met het volgende lid :

«Wanneer de Regering met de vervreemding of de vestiging van zakelijke rechten heeft ingestemd of wanneer haar instemming beschouwd wordt als gunstig, heeft de nieuwe houder van zakelijke rechten dezelfde verplichtingen als de vorige.».

**Art. 13.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Twerkstelling en Beroepsopleiding,  
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,  
B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,  
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

F. 95 - 2296

[C - 27454]

**18 MAI 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif au financement de la gestion et de la protection des eaux potabilisables**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, tel que modifié par le décret du 23 décembre 1993, notamment les articles 5, §§ 1er et 2, 13, 15, 18 et 19;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et notamment l'article 3;

Considérant que les zones vulnérables désignées en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mai 1994 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles recouvrent également des zones de prévention et de surveillance au sens de l'arrêté du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau de surface potabilisable et aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance;

Vu l'avis de la Commission des eaux, donné le 3 avril 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le versement à partir du 1er janvier 1994 de la redevance sur le captage des eaux potabilisables permet d'envisager le financement de la réalisation des études de délimitation des zones de prévention; qu'il convient que la réalisation de ces études intervienne le plus tôt possible, afin de permettre au Gouvernement wallon d'adopter rapidement les arrêtés de désignation des zones de prévention en vertu de l'article 11 du décret du 30 avril 1990;

Considérant que l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eaux souterraines, aux zones de prises d'eau, de prévention et de surveillance et à la recharge artificielle des nappes d'eaux souterraines a été modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995 afin de prescrire les mesures générales de protection au sein des zones de prévention et de surveillance; qu'il convient que le Fonds pour la protection des eaux potabilisables puisse commencer à indemniser le plus rapidement possible l'exécution de ces mesures;

Considérant qu'en raison de la surexploitation de la nappe du calcaire carbonifère du Tournaisis, il s'impose en application de l'article 5, § 1er, du décret du 30 avril 1990, d'entamer dans les plus brefs délais les actions visant à remédier à cette situation; qu'il importe dès lors que la Région wallonne, bénéficiant du concours financier de la Communauté européenne pour mener ces actions suivant une programmation établie, il convient d'adopter un cadre général permettant d'assurer immédiatement le financement de ces mesures;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° «Décret» : le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, tel que modifié par le décret du 23 décembre 1993;
- 2° «Ministre» : le ministre de la Région wallonne ayant la politique de l'eau dans ses attributions;
- 3° «Administration» : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;
- 4° «Titulaire de l'autorisation» : le titulaire d'une autorisation de prise d'eau potabilisable en vertu du décret;
- 5° «Etude» : l'ensemble des travaux matériels et intellectuels nécessaires à la délimitation des zones de prévention et/ou de surveillance ainsi que l'inventaire technique et économique des actions de protection envisagées dans ces zones;